Sur la religion en général et le foulard musulman en particulier: Pour une boussole de classe, pour une orientation marxiste révolutionnaire!

Proposition de résolution soumise au congrès par la Tendance CLAIRE du NPA

Le débat sur la question du foulard musulman, la religion en général et la laïcité, ouvert par la candidature d'Ilhem Moussaid sur les listes électorales du NPA aux régionales de 2010, n'est certainement pas le plus important, comparé à ceux mis à l'ordre du jour par les développements de la crise économique internationale et de la lutte des classes. La question du programme et de la stratégie défendus par le NPA en général, dans les luttes et notamment dans le mouvement sur les retraites, doit être évidemment au centre du congrès. De ce point de vue, on ne peut que regretter que les débats de cette importance aient été largement escamotés depuis le processus fondateur et qu'ils commencent à peine à émerger après un an de crise profonde du parti.

Cependant, le débat sur la religion et le foulard musulman a de fait été l'un des plus riches et l'un des plus contradictoires qu'ait connus le NPA : il est donc tout à fait légitime qu'il figure à l'ordre du jour du congrès comme un point particulier. Il devrait être l'occasion d'une discussion passionnante, permettant aux différentes positions de donner le meilleur d'elles-mêmes et d'établir à partir de là une orientation majoritaire. Malheureusement, les tenants des différentes positions au CPN, auteurs de motions de quelques lignes soumises au congrès, semblent vouloir vider la discussion de sa substance, l'appauvrir au lieu de l'approfondir, en réduisant son enjeu à la seule question de savoir si des femmes portant le foulard seront autorisées de plein droit à représenter le parti aux élections, si elles n'y seront pas autorisées ou si leur « cas » devra être préalablement soumis au CPN ! Tout au contraire, nous pensons qu'il ne faut en aucun cas centrer le débat sur cette question électorale, mais permettre à l'ensemble des camarades du parti de mener une discussion générale sur la religion et sur le port du foulard musulman, afin que le NPA adopte clairement une position majoritaire.

Le choix d'Ilhem Moussaid et des militants du Vaucluse qui avaient promu sa candidature de quitter le parti avant même que les débats pour le congrès aient réellement commencé (et après avoir envoyé un projet de motion !) les rend peu crédibles et complique encore la discussion. Pour notre part, nous ne connaissons pas ces militants et ne savons pas s'ils se servaient du NPA pour faire du prosélytisme, comme certains les en accusent, ou s'ils ont subi des phénomènes de stigmatisation ou de mise à l'écart, comme ils l'affirment. Mais il ne faudrait pas que leur départ escamote le débat de fond qu'ils ont suscité, car celui-ci est important en lui-même et la question posée par l'entrée dans le parti de militantes portant le foulard se pose

ailleurs et se reposera nécessairement.

Pour notre part, dans la continuité de notre contribution faite au moment du débat sur la candidature d'Ilhem, nous soumettons au congrès le présent projet de résolution, qui s'efforce de proposer au parti une orientation marxiste sur la question. Il s'agit d'un projet de la Tendance CLAIRE (position majoritaire), non du Collectif pour une Tendance Révolutionnaire dont la Tendance CLAIRE est une composante. Le CTR présente au congrès la « plateforme 4 » et produit des contributions sur différents sujets, mais il n'a pas tenu à prendre position en tant que tel dans le débat en question, où ses membres défendront sans doute des orientations différentes.

La religion est à la fois une aliénation spirituelle historiquement nécessaire et une institution oeuvrant à la reproduction de l'ordre social existant

En tant que système de croyances, la religion au sens large (incluant les mythes fondateurs et les rites structurant des sociétés dites « premières ») est un phénomène anthropologique, un besoin sociohistorique qui se rencontre dans toutes les sociétés humaines jusqu'à présent. Son existence s'explique par un besoin à la fois cognitif (besoin de comprendre la réalité, à la fois les phénomènes naturels et l'ordre social existant) et psychologique (besoin de se rassurer, de donner du sens au monde et à la société…). En ce sens, la religion est au départ une réponse fausse, mais inévitable, aux vraies questions que se pose l'homo sapiens sapiens en sortant de la simple animalité.

Comme matérialistes marxistes, nous pensons que **les religions sont des produits sociaux et historiques**. Leur racine se trouve dans le développement des forces productives et des rapports de production, qui nouent inextricablement les rapports des hommes avec la nature et les rapports des hommes entre eux. La religion est aussi une réalité institutionnelle, qui existe au minimum sous la forme d'une codification des croyances, d'une réglementation des rites, d'une soumission des individus, impliquant des rapports de domination. Par sa forme comme par son contenu, elle repose sur la structure de la société, déterminée essentiellement par son mode de production, et contribue au maintien de l'ordre social. L'élaboration même du matérialisme historique est né de la rupture de Marx avec les jeunes hégéliens et le philosophe matérialiste Feuerbach qui, dans la tradition des Lumières et de la Révolution française, avaient fait de la religion leur principale ennemie, en croyant qu'il suffirait de la combattre comme système de croyances pour éclairer les masses et en finir avec leur aliénation. Marx a au contraire découvert que les religions participent à la reproduction sociale et jouent à cet égard un rôle d'idéologies.

Dans toutes les sociétés divisées en classe, la religion contribue activement au maintien du système d'exploitation en permettant sa justification, son

enjolivement et par là le consentement des masses. Dans la société bourgeoise, l'aliénation religieuse se double d'une aliénation spécifique que Marx appelle le « fétichisme », croyance selon laquelle les choses seraient naturellement des marchandises, l'argent serait une richesse en soi et le capital serait productif — alors qu'en fait seuls le travail humain et la terre sont sources de richesses et que le capital est seulement un rapport de production reposant sur l'exploitation.

La religion est une aliénation historiquement nécessaire. **Comme les idéologies en général et les autres aliénations culturelles, elle ne pourra disparaître ni par de simples discours, ni par la violence, mais seulement par la liquidation de ses racines matérielles** : quand la division de la société en classes aura cessé, quand les producteurs librement associés géreront eux-mêmes leurs rapports avec la nature et entre eux — en un mot quand le communisme sera pleinement réalisé. Il est donc vain de prétendre l'abolir par décrets, comme l'ont cru les révolutionnaires français de 1793 et comme le croient les militants de l'athéisme bourgeois ou petit-bourgeois, estimant pouvoir libérer le peuple de ses superstitions par les « Lumières » et le « culte de la raison ».

Cependant, **comme marxistes, nous devons combattre la religion. C'est en effet une arme redoutable de la bourgeoisie pour le maintien de l'ordre, contre la lutte des classes et le socialisme**. La lutte contre les institutions religieuses (Églises, curés, pasteurs, rabbins, imams…) fait partie intégrante du combat des révolutionnaires contre la société bourgeoise et ses idéologues. C'est pourquoi nous sommes en première ligne contre toutes les oppressions religieuses, qu'elles soient physiques ou morales. De plus, **nous participons aux luttes pour la laïcité de l'État et de l'école en tant qu'acquis démocratique**, contre ses limites et ses remises en cause constantes par les gouvernements successifs (notamment les lois de financement des écoles privées, le concordat d'Alsace-Moselle, les prosternations de Sarkozy comme de ses prédécesseurs devant le Pape et les curés…). Enfin, nous devons aussi **faire une propagande inlassable pour le marxisme, le matérialisme en général et les acquis de la science**, afin de permettre aux prolétaires de se libérer de l'idéologie religieuse. D'autant plus que, après avoir permis un essor gigantesque de la raison et de la science, et tout en les utilisant chaque jour davantage, de façon unilatérale, comme forces productives pour valoriser le capital, le capitalisme est un obstacle à leur plein épanouissement, à leur diffusion universelle et aux progrès généraux de l'éducation.

La religion est à la fois expression de la misère et protestation contre cette misère

Notre tâche principale n'en reste pas moins d'intégrer un maximum de travailleurs, religieux ou non, dans la lutte de classe, par les luttes communes et la politisation. **Notre priorité est de mener la guerre contre le capital, non de déclarer la guerre aux croyances religieuses des masses**, comme le font les

bourgeois et petits-bourgeois « libre-penseurs » et les camarades anarchistes. Il faut donc faire preuve de pédagogie et d'initiatives concrètes pour agir ensemble dans la lutte des classes et tirer à partir de là le fil de la discussion théorique et politique. C'est avant tout ainsi qu'il est possible de faire progresser la conscience des travailleurs religieux et de leur faire comprendre le rôle social fondamentalement conservateur de la religion. De ce point de vue, la clé du problème est ici comme ailleurs la combinaison d'une ligne fondamentale d'auto-organisation avec la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire le plus avancé possible, par la défense du programme marxiste.

Quand on se place du point de vue de la subjectivité des opprimés, on peut dire avec Marx que « la misère religieuse est tout à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle ». Cela signifie que la croyance religieuse est, d'une part, une aliénation, une fuite de la réalité, un remède illusoire contre les souffrances quotidiennes (« le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans coeur (…), l'opium du peuple », dit encore Marx) ; mais aussi, d'autre part, une forme primitive de refus de la misère, de la souffrance, de l'exploitation. Or, **le refus de la réalité douloureuse ou insatisfaisante est le point de départ d'une attitude qui peut devenir celle de la résistance, voire de la révolte. La religion des masses est donc ambiguë : si elle participe fondamentalement à la reproduction du système qui les opprime, elle porte aussi, secondairement, en germe, un ferment de subversion ou de rébellion**. C'est ainsi qu'Engels qualifie les chrétiens opprimés dans l'Empire romain de « parti subversif », parti des masses qui se rebellent contre l'État et sa religion officielle — et Engels n'hésite pas à les comparer au sociaux-démocrates allemands combattant les lois de l'Empire bismarckien. De même, il soutient que la conversion au protestantisme des paysans allemands révoltés contre les seigneurs et l'Église catholiques au XVIe siècle était historiquement progressiste. En un mot, nous ne devons pas réduire la croyance religieuse à une simple « fausse conscience » qui n'exprimerait que l'arriération des masses. Elle peut aussi exprimer l'aspiration à d'autres rapports sociaux, qui ne réduisent pas l'homme à l'état d'esclave, de serf ou de prolétaire exploité et opprimé, mais soient réellement égalitaires et fraternels.

Les femmes portant le foulard ont toute leur place dans le NPA si elles en défendent le programme

Dans les pays de culture majoritairement musulmane, la montée de l'islam politique, parfaitement réactionnaire, a été la conséquence de l'incapacité historique des nationalistes bourgeois « démocrates » à combattre sérieusement l'impérialisme et surtout du refus des partis se réclamant du mouvement ouvrier et du socialisme (social-démocratie, stalinisme, maoïsme…) de rompre avec les partis nationalistes bourgeois pour proposer une orientation révolutionnaire aux prolétaires et aux opprimés. L'exemple de l'Iran est paradigmatique, le parti Tudeh lié au Kremlin ayant refusé d'aider les travailleurs à prendre le pouvoir, préférant sceller un accord programmatique avec Khomeiny sous prétexte de front unique anti-impérialiste ; cela a

abouti à l'arrivée au pouvoir des islamistes, à la liquidation des communistes, comme des autres militants ouvriers et démocrates, à l'instauration de la charia et à la soumission généralisée des femmes à la phallocratie islamiste.

Dans les pays impérialistes comme la France, c'est la crise du mouvement ouvrier et son incapacité à intégrer les jeunes des quartiers populaires issus de l'immigration qui explique la montée de l'islamisme intégriste et communautaire, où se réfugient des jeunes sans avenir, ostracisés, méprisés, plongeant dans une idéologie et des actes réactionnaires (fanatisme, machisme, antisémitisme…). De ce point de vue, la responsabilité du PS et du PCF au pouvoir dans les années 1980 est écrasante, avec le vote de lois anti-immigrés, la destruction de foyers de travailleurs étrangers, la campagne xénophobe contre les grévistes de Talbot en 1983, traités d'« islamistes » par le Premier ministre Pierre Mauroy alors qu'ils se battaient pour leurs revendications ouvrières...

L'islam en général est, comme toute religion, une aliénation des masses et une institution qui sert les intérêts des imams (même s'il n'y a de clergé à proprement parler que chez les chiites) **et surtout la reproduction du système : il doit être combattu de ce point de vue comme les autres religions.** En particulier, **le foulard est un signe d'oppression des femmes** et nous sommes évidemment en première ligne du combat contre toute obligation de le porter, pour aider les femmes à s'en libérer.

Mais l'islam est aussi, de fait, la religion des prolétaires les plus opprimés, issus de la colonisation française ou du pillage néo-colonial des pays dominés, victimes de la surexploitation, du racisme et de discriminations de toutes sortes. C'est pourquoi le sens de la revendication de la religion musulmane ne saurait être ni confondu avec l'islam politique, ni réduit au fait que la religion en général soit au service de l'ordre social : comme toute religion d'opprimés, l'islam en France s'explique aussi comme un retournement de l'ostracisme en revendication culturelle, comme une forme de **résistance à l'oppression par l'affichage et la fierté d'appartenir à la religion et à la culture musulmanes**. C'est ainsi que l'extension du port du foulard musulman depuis les années 1980 s'explique non seulement par l'emprise de l'islam politique et de l'intégrisme en cette période de crise générale de la conscience de classe, mais aussi, notamment depuis la « guerre des civilisations » de Bush, par la volonté de résister à l'oppression et au racisme de la part de femmes qui le portent volontairement. En ce sens, des femmes qui le revendiquent comme signe d'appartenance à leur communauté religieuse et culturelle largement opprimée peuvent l'investir d'un sens combatif, qui met en cause par là même dans une certaine mesure sa signification religieuse oppressive.

C'est encore plus vrai pour les femmes qui décident de s'engager clairement dans le combat contre le capitalisme, pour le socialisme, tout en voulant porter un foulard. **Ces femmes ont leur place dans les organisations ouvrières, dans les associations féministes, au NPA et même dans l'organisation révolutionnaire, à condition**

qu'elles revendiquent et défendent concrètement dans leur pratique militante, comme tous les autres membres, le programme de ces organisations. Pour ces femmes, le sens oppressif du port du foulard en général est essentiellement subverti par le fait même d'épouser la cause anticapitaliste et socialiste, a fortiori révolutionnaire, qui inclut notamment la défense du droit des femmes à disposer de leur corps (IVG, contraception, liberté sexuelle…). Il ne s'agit pas de nier l'existence d'une contradiction. Mais il serait sectaire de vouloir s'appuyer sur celle-ci pour leur interdire l'entrée dans le parti alors que les autres militants véhiculent eux aussi, à des degrés divers, des contradictions liées au fait que nous sommes tous empêtrés dans la société bourgeoise par différents aspects de notre mode de vie, de nos comportements et de nos mentalités (sexisme, consumérisme, individualisme…). Ce serait en outre contreproductif puisque la meilleure manière de dépasser ces contradictions, de lutter contre toutes les aliénations et les tares culturelles de la société bourgeoise, c'est justement de lutter pour un programme révolutionnaire et construire un parti ouvrier marxiste !

Dès lors qu'on reconnaît le droit pour une femme portant un foulard d'être militante du parti sur la base de son programme et de son orientation, il va de soi qu'elle doit avoir exactement les mêmes droits que les autres militants, car nous combattons toutes les discriminations. Elle peut donc parfaitement représenter le parti si elle est élue pour le faire par ses camarades sur la base de ses propositions politiques. Aucune restriction ne peut être apportée à ce principe : ni le qu'en-dira-t-on des médias bourgeois, qui sont nos ennemis, ni les préjugés d'une partie de l'opinion populaire elle-même ou de notre électorat, car nous ne sommes pas démagogues.

Non aux lois par lesquelles l'État réprime les jeunes filles portant le foulard à l'école ou les femmes portant la burqa dans les espaces publics

L'État est l'institution centrale du maintien de l'ordre bourgeois. Il est l'État de la bourgeoisie même s'il a dû accepter des conquêtes démocratiques et ouvrières imposées par les luttes. Les fonctions centrales de l'État bourgeois sont celles de la répression : l'armée, la police et la justice. Bien sûr, nous pouvons nous battre par exemple pour une loi contre les violences faites aux femmes, dans le cadre du combat démocratique, car il s'agit alors d'aider des opprimées à lutter contre leurs oppresseurs ; cela ne signifie pas alors que nous semions des illusions sur l'État bourgeois, car nous dénonçons justement le fait que, capitaliste mais aussi phallocrate, il est bien plus prompt à punir les petits voleurs que les maris violents. En revanche, **nous ne devons en aucun cas accepter que l'État opprime encore plus les opprimés, et encore moins le lui demander.** En l'occurrence, **les lois contre le foulard à l'école et contre le port de la burqa n'ont visé qu'à diviser la classe ouvrière, à détourner son attention des questions de classe et à stigmatiser les musulmans par une**

démagogie xénophobe. Le résultat est une oppression supplémentaire, étatique, pour celles qui subissent déjà l'oppression sexiste des hommes de leur famille, l'oppression et la discrimination racistes de la société et l'oppression policière au quotidien. Loin de les aider, ces lois ne font que les enfoncer dans la stigmatisation et l'isolement.

Nous devons lutter contre le port du foulard contraint, à l'école comme dans les quartiers. Mais notre première arme est celle de la discussion et de la conviction des intéressées, avec la boussole de l'autoémancipation, d'autant plus qu'elles sont jeunes et donc plus susceptibles que d'autres d'évoluer dans leurs opinions et d'être touchées, en tant qu'opprimées, par les valeurs de nos combats démocratiques, féministes et révolutionnaires. C'est en effet par la des combats politiques communs que nous pouvons les aider à se débarrasser de leur foulard oppressif si elles le portent sous la contrainte ou la pression et, en tout cas, à progresser dans leur conscience politique et leur confiance dans l'action collective. **S'il s'agit ouvertement de militantes islamistes (cas minoritaires), notre arme est celle du combat politique général contre l'islam politique** et cela passe aussi par des actions et des formations politiques que nous ne devons pas hésiter à faire au sein des lycées, en aidant les jeunes à exercer leurs droits de réunion et d'organisation au sein même de l'établissement.

Enfin, nous devons lutter contre le port de la burqa comme instrument particulièrement oppressif des femmes musulmanes, même si c'est beaucoup plus difficile car les femmes qui le portent sont généralement au foyer. Mais, outre que ces femmes restent très peu nombreuses en France, la seule solution passe là aussi par la discussion, l'action politique dans les quartiers et l'incitation à participer à des réunions où se pratiquent la prise de parole, le débat et les décisions collectives.

Aucun accord programmatique ou stratégique n'est possible avec les organisations religieuses

En raison de la nature même des institutions religieuses, des forces organisées qui les soutiennent et de leurs représentants officiels, qui sont des pièces maîtresses de l'ordre bourgeois, il n'est pas acceptable de faire de quelconques accords programmatiques ou stratégiques avec eux. Il est fondamentalement contraire aux principes de l'indépendance de classe du prolétariat de soutenir ou de faire un accord programmatique ou stratégique avec les forces catholiques, les imams ou les partis musulmans, qui sont tous
des forces bourgeoises quelles que soient par ailleurs leurs différences. On ne peut à cet égard que condamner la politique du SWP britannique, qui a fait une alliance électorale avec des partis bourgeois musulmans — orientation reprise en France par les camarades du NPA issus du groupe « Socialisme par en bas ».

Seules sont acceptables des actions communes ponctuelles de nature démocratique ou antiimpérialiste consistant à « frapper ensemble », mais à «

marcher séparément », c'est-à-dire à se retrouver de façon circonstancielle dans un combat particulier malgré des motivations différentes, si cela permet de dynamiser la mobilisation des masses. Par exemple, on pouvait faire des actions communes démocratiques avec le pasteur Martin Luher King pour les droits civiques des Noirs aux États-Unis, mais aucun accord politique n'était possible car ce combat s'inscrivait dans le cadre du capitalisme et de l'État pour King, alors qu'il n'était pour les communistes révolutionnaires qu'un aspect du combat ouvrier contre le capitalisme et l'État bourgeois — dans le cadre de la stratégie de la révolution permanente pour les trotskystes. De même, on pourrait faire des actions ponctuelles de front unique anti-impérialiste avec le Hezbollah pour le retrait des troupes françaises et de l'ONU du Liban et, en cas d'attaque armée comme en 2006, on doit même réaliser un front militaire pour la défense du peuple opprimé, pour la défaite du sionisme et de l'impérialisme ; mais aucun accord programmatique ou stratégique avec ce parti islamiste, donc bourgeois et en l'occurrence réactionnaire. De même encore, nous ne sommes pas contre manifester avec des associations religieuses contre la politique xénophobe de Sarkozy envers les Rroms ou les sans-papiers en général ; mais nous ne mélangeons pas notre drapeau au leur.

Comme dans tous fronts uniques, il va de soi que les communistes révolutionnaires et les organisations ouvrières développent librement leur programme et continuent de combattre politiquement les autres forces du front. De plus, **aucune action de front unique n'est possible si les autres forces de ce front s'attaquent par la violence aux communistes révolutionnaires et aux organisations de masse**. C'est pourquoi aucun front n'est possible avec des islamistes qui s'attaquent aux grèves, aux syndicats, aux femmes qui combattent pour leur émancipation ou aux libertés des jeunes. De la même façon, le combat pour le front unique ouvrier — qui a bien plus d'importance et de contenu que tout autre front car il consiste à mobiliser sur des revendications proprement prolétariennes — implique le refus de toute violence entre les organisations du mouvement ouvrier ; en effet, le sens même d'un front unique est par définition de permettre le regroupement des masses pour leur mobilisation la plus efficace possible.

Tendance CLAIRE, le 24 décembre 2010